

ONU : Appel à une « action décisive maintenant » pour éviter une catastrophe climatique



Nations Unies, 20 septembre (RHC) S'exprimant aux côtés du Premier ministre britannique à New York lundi, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé les dirigeants mondiaux à « prendre dès maintenant des mesures décisives pour éviter une catastrophe climatique ».

M. Guterres s'est joint à un sommet convoqué d'urgence auquel a participé le Premier ministre du Royaume-Uni, Boris Johnson, pour faire pression en faveur d'une plus grande action sur le financement du climat et d'autres mesures avant la conférence de l'ONU sur le climat, la COP26, qui commence dans

quelques semaines en Écosse.

La table ronde informelle des dirigeants sur l'action climatique s'est tenue à huis clos au Siège des Nations Unies, alors que débute le débat annuel de l'Assemblée générale.

Les dirigeants mondiaux ont examiné les lacunes qui subsistent quant aux mesures à prendre par les gouvernements nationaux, en particulier les puissances industrialisées du G20, en matière d'atténuation, de financement et d'adaptation.

« Sauver la génération actuelle et les générations futures est une responsabilité commune », a déclaré le chef de l'ONU aux journalistes lors d'un point presse organisé à l'issue de l'événement.

Pour lui, la table ronde était « un signal d'alarme pour instiller un sentiment d'urgence sur l'état désastreux du processus climatique avant la COP26 », la Conférence des Nations Unies sur le climat qui se tiendra à Glasgow.

A travers le monde, davantage de phénomènes météorologiques extrêmes sont enregistrés.



Un terrible avertissement

Vendredi dernier, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a publié un rapport sur les contributions déterminées au niveau national par toutes les parties à l'Accord de Paris sur

le climat, selon lequel le monde est sur la voie catastrophique d'un réchauffement de 2,7 degrés Celsius.

Selon le rapport, pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré, une réduction de 45% des émissions est nécessaire d'ici 2030 et la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle.

Or, les engagements pris par les pays à ce jour impliquent une augmentation de 16% des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport aux niveaux de 2010.

À quelques semaines de la COP26, le chef des Nations Unies a appelé les États membres à agir sur trois fronts.

Premièrement, maintenir l'objectif de 1,5 degré à portée de main. Deuxièmement, tenir la promesse de 100 milliards de dollars par an pour l'action climatique dans les pays en développement et, troisièmement, augmenter le financement de l'adaptation à au moins 50% du total des dépenses publiques de financement climatique.

Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'objectif de 1,5 degré est encore à portée de main, mais une amélioration spectaculaire est nécessaire dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) de la plupart des pays.

Pour M. Guterres, le leadership doit venir des pays du G20, car ils représentent 80% des émissions de gaz à effet de serre.

La pollution atmosphérique provenant des centrales électriques au charbon est liée au réchauffement de la planète et à d'autres conséquences néfastes pour l'environnement et la santé publique.

La pollution atmosphérique provenant des centrales électriques au charbon est liée au réchauffement de la planète et à d'autres conséquences néfastes pour l'environnement et la santé publique.



Le défi du charbon

M. Guterres a ensuite évoqué un défi énergétique spécifique : l'utilisation continue du charbon, qui émet du carbone.

Si toutes les centrales électriques au charbon prévues sont opérationnelles, le monde sera bien au-dessus de 2 degrés. Au lieu de cela, les pays de l'OCDE doivent mettre fin à l'utilisation du charbon d'ici à 2030 et les pays en développement doivent faire de même d'ici à 2040, a-t-il déclaré.

Sur le plan financier, les pays développés doivent tenir leur promesse de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour l'action climatique dans les pays en développement entre 2021 et 2025. Ils ne l'ont pas fait en 2019 et 2020, et, selon les calculs de l'OCDE, il manque cette année environ 20 milliards de dollars.

Enfin, en ce qui concerne l'adaptation, le financement de ce domaine ne représente actuellement que 21% du financement total du climat. Cela représente 16,7 milliards de dollars par an.

Pourtant, les coûts d'adaptation dans le monde en développement s'élèvent à 70 milliards de dollars par an, et ils devraient atteindre 300 milliards de dollars d'ici à 2030.

« C'est pourquoi j'ai demandé à tous les donateurs et financiers de s'engager à allouer 50% du financement climatique à l'adaptation », a déclaré M. Guterres.

Les parcs éoliens et les panneaux solaires produisent de l'électricité et réduisent la dépendance à l'énergie alimentée au charbon.



L'histoire jugera

Le Premier ministre britannique a averti que « l'histoire jugera » les nations les plus riches du monde si elles ne respectent pas leur promesse de s'engager à verser 100 milliards de dollars d'aide annuelle pour le climat avant la COP26. Il a estimé que les chances d'obtenir cet argent avant novembre étaient de « six sur dix ».

« Nous ne pouvons pas laisser l'action climatique devenir une nouvelle victime du coronavirus. Soyons les leaders qui garantissent la santé même de la planète pour nos enfants, nos petits-enfants et les générations à venir », a déclaré M. Johnson lors de l'événement.

Le Premier ministre britannique a également assuré que son pays « montrera l'exemple, en maintenant l'environnement à l'ordre du jour mondial et en servant de rampe de lancement à une révolution industrielle verte mondiale ». Mais il a prévenu : « Aucun pays ne peut renverser la vapeur, cela reviendrait à renflouer un paquebot avec un seul seau ».

Source news.un.org/fr

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/270941-onu-appel-a-une-action-decisive-maintenant-pour-eviter-une-catastrophe-climatique>



Radio Habana Cuba